

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 23/04/4.11**

**SEANCE DU 11 AVRIL 2023**  
**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS ET LE ONZE AVRIL à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	26	7	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

**REPRESENTES :**

Dominique RIGHI, (représenté par Monsieur le Maire)  
Carine GINZAC, (représentée par Christine DEL NERO)  
Delphine GROSSO, (représentée par Michel OLLAGNIER)  
Robert ARPINO, (représenté par Laetitia QUILICI)  
Valérie MASSENET, (représentée par Michel THUILIER)  
Patrick JOLI, (représenté par Nathalie PESCHARD-LAUZIERE)  
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Nicole BERNARDINI)

**Secrétaire de séance** : Anaïs HATRET

<b><u>VOTE :</u></b>		
<b><u>UNANIMITE</u></b> : OUI	<b><u>POUR</u></b> :	<b><u>CONTRE(S)</u></b> :
<b><u>ABSTENTION(S)</u></b> :	<b><u>BLANC(S) et NUL(S)</u></b> :	

**OBJET : Personnel communal : délibération complémentaire relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires**

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire rappelle que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures accomplies sont indemnisées.

Il est précisé que Monsieur le Maire souhaite à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les heures de travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que les travaux ont été réalisés à sa demande et à la demande du chef de service, dans la limite de 25 heures supplémentaires par mois et par agent.

L'accomplissement d'heures supplémentaires ne doit pas conduire l'agent à dépasser les durées de travail effectif suivantes :

- 48 heures au cours d'une même semaine,
- 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives,
- La durée quotidienne de travail ne peut pas dépasser 10 heures,
- L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures,
- L'agent doit bénéficier d'une pause d'au moins 20 minutes toutes les 6 heures,
- L'agent qui accomplit des heures supplémentaires doit bénéficier, comme tout agent d'un repos quotidien de 11 heures minimum,
- Il doit également bénéficier d'un repos hebdomadaire d'au moins 35 heures consécutives.

Les heures supplémentaires sont définies comme les heures effectuées à la demande de l'autorité territoriale dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

De plus, sont qualifiés d'heures supplémentaires de nuit, les travaux supplémentaires accomplis entre 22 heures et 7 heures.

Madame QUILICI ajoute qu'il convient de pouvoir dépasser à la demande de l'autorité territoriale et du chef de service, ces limites de 25 heures supplémentaires sur les périodes où les activités festives et culturelles sont importantes, soit en : janvier, juin, juillet, août, septembre, octobre, décembre.

Le plafond est fixé dans la limite de 300 heures supplémentaires par agent et par an.

Sur la base de l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2010-310 du 22 mars 2010 modifiant le décret 2002-528 du 25 avril 2002,

Vu l'avis du Comité Technique en date du

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. INSTITUTE selon les modalités suivantes pour les agents pouvant être amenés à effectuer des heures supplémentaires, en raison des nécessités de service et à la demande du Maire et du chef de service, les agents titulaires et contractuels à temps complet pour les agents à temps non complet, de catégorie C et de catégorie B, (de catégorie A pour la filière médicosociale) relevant des cadres d'emplois suivants :

Filière	Grade	Fonctions ou service (le cas échéant)
Technique	Technicien Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise Adjoint technique	Electriciens Agents des bâtiments Jardiniers paysagistes Agents des festivités et de la voirie Agents d'entretiens Agents du restaurant scolaire & surveillance cantine / péricolaire Informaticien Agents du service sport et jeunesse Service urbanisme ASVP
Administrative	Rédacteur Adjoint administratif	Direction générale des services Pôle communication et vie locale Pôle culturel Archiviste / guide Manager du centre-ville Service Etat civil Secrétaires exerçant des missions particulières Service sport et jeunesse Service urbanisme
Médico-sociale	EJE Auxiliaire de puériculture Infirmière ATSEM	Multi accueil la Charmerie et Ecoles maternelles et élémentaires / agents péricolaires RPE
Police municipale	Chef de police municipale Brigadier-chef principal Gardien brigadier	Police municipale
Culturelle	Assistant de conservation et du patrimoine et des bibliothèques Adjoint du Patrimoine	Pôle culturel, archives

2. DIT que la compensation des heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires payée selon une périodicité mensuelle sera possible.
3. DIT que le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.
4. DIT que la majoration des temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié, soit pour les heures de nuit 100% et pour les heures du dimanche et jour férié 2/3.

5. DIT qu'il sera établi un décompte déclaratif sur fiche d'états d'heures présentée en annexe.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**

